

une Suisse sans armée

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

n° 91 - automne 2011



PAS D'AVIONS SANS VOTATION

GSSA

Edito:

Délires parlementaires ?

Le parlement a finalement renoncé, du moins pour un temps et à une très courte majorité, à soumettre l'achat des avions au vote populaire. On s'offusque de ce refus, mais qui aurait imaginé, il y a 15 ou 20 ans, que le parlement se prononcerait, plus ou moins spontanément, sur la possibilité de soumettre au référendum un crédit militaire ? Il y a là une évolution des mentalités à laquelle le GSsA participe.

Sur la question des avions et sur l'augmentation de l'armée tout n'est pas dit. Y aura-t-il oui ou non une loi de finance ou tout autre objet soumis au référendum? Devrons-nous en repasser par la case de l'initiative? Est-ce qu'alors nous ne contesterons que l'achat des avions ou attaquerons-nous tout le projet de réarmement ? Quoi qu'il advienne, cela se passera après les élections. Et d'ici là, nous devons terminer l'initiative sur la conscription.

Malgré cette avancée sur les droits populaires, il n'est pas outre mesure étonnant de voir les militaires et leurs séides au parlement défendre leurs avantages. Au point de s'éloigner de la raison et de perdre toute faculté d'analyse, les questions de sécurité n'ayant pas été abordées si ce n'est pour dire «plus d'hommes, plus d'argent et plus d'avions»? Au point de se lancer dans des dépenses inconsidérées sans même assurer leur financement? Au point d'agir sans conscience des conséquences de ces décisions pour la population en termes de coûts, de culture du conflit et de charges pour les personnes astreintes au service ? Le parlement montre ainsi qu'en ce qui concerne les affaires militaires, il peut se montrer particulièrement rétrograde et éloigné des besoins de la population, rétif à toute forme de désarmement.

Stratégie électorale, problème de génération, crise militariste ou aventurisme militaire à l'américaine, mainmise de l'UDC sur une armée qui va désormais nous protéger de tous ? Tous ces scénarios sont possibles.

Mais ils n'ont finalement qu'une seule réponse possible: en finir avec les casques à boulons, mettre un terme à la prépondérance du lobby militaire au parlement, votez et élirez pour la paix.

C'est la raison d'être de la démocratie.

Il vous reste quelques jours pour glisser votre bulletin dans l'urne.

Les mauvais politiciens sont élus par les gens bien qui ne votent pas!

Christophe Barbey

SOMMAIRE

Obligation de servir, cheveux long et droit de vote des femmes	3	Mercenaires	9
Initiative conscription: appel à la participation	4	Neutralité	10
Grève des femmes: 14 juin	5	Indignez-vous et démocratie réelle	11
Les femmes et la paix	6	Responsabilité de protéger	14
Des femmes dans l'armée	7	Colloque «service citoyen»	14
2 Armée Suisse: soldats et chocolat	8	La page des actifs	15



Stand de récolte au Paléo Festival 2011 (photos: GSsA)

Fin de la conscription:

Pour qu'ils n'aient plus à apprendre la guerre et la violence

La récolte de signatures pour l'abrogation du service militaire obligatoire avance bien. Les 100'000 signatures ont été dépassées et nous récoltons actuellement celles qui nous sont encore nécessaires pour garantir le résultat. Votre aide et votre engagement restent précieux et participent à la nécessaire résistance à une remilitarisation de la société suisse, au refus d'une image patriotique du pays faussée parce que bien trop tournée vers la violence, les armes et l'armée. Nous – Suisses! – valons bien mieux que cela et la construction d'un monde sans guerre mérite mieux qu'une Suisse militariste.

Nous comptons sur vous, si vous ne l'avez pas encore fait, pour signer vous-mêmes l'initiative. Nous comptons aussi sur vous, nous vous appelons à récolter le plus possible de signatures autour de vous, dans votre entourage et ailleurs, proches et amis, au travail, à l'école et aux études, lors de fêtes et réunions, lors de manifestations. Nous avons encore besoin d'environ une signature par membre...

Vous pouvez aussi déposer quelques feuilles ou des flyers (nous vous en envoyons volontiers) dans des lieux stratégiques: dans les bars, les salles d'attente et de réunion, les salles de cours, dans les casernes et les salles de sport, dans les écoles et au service civil, dans les cinémas et dans les gares, etc. etc. (Attention en uniforme vous pouvez signer, mais n'avez pas le droit de récolter!).

De plus, de nombreux moments de récoltes

de signatures seront organisés ces prochaines semaines un peu partout en Suisse Romande et ailleurs. Vous pouvez vous y joindre ou en créer d'autres.

Pour l'envoi de matériel, pour rejoindre des récoltes de signatures ou pour en signaler de nouvelles, merci de contacter le secrétariat.

Secrétariat qui peut aussi vous aider, si besoin, à apprendre à récolter et à préparer des récoltes. Quelles sont les données techniques de base, quel est le matériel nécessaire, quel sont les lieux et les heures de récoltes qui fonctionnent, autorisations éventuelles, trucs et astuces pour aborder les gens, les «gaffes à éviter», etc.

Et pour vous aider à convaincre que le service militaire est nuisible, vous trouverez ci-après un nouvel argumentaire. Il est aussi disponible, avec plein d'autres informations, sur notre site web.

Attention: **toutes les feuilles de signatures (même partiellement remplies) doivent avoir été envoyées au secrétariat à Zürich pour le 27 novembre au plus tard** (GSsA, Case postale, 8031 Zürich).



Qu'importe la conscription pour peu que l'on s'en débarrasse:

Argumentaire pour la fin du service militaire (obligatoire)

Ce ne sont là que quelques-uns des arguments possibles ... A vous de vous faire les vôtres!

Arguments liés au service militaire

- Armée de métier ou armée de conscrits ? L'armée suisse a déjà 40'000 spécialistes (instructeurs, analystes, techniciens et informaticiens, officiers supérieurs professionnels, etc.). Ce sont des professionnels, à plein temps ou de milice. Contrairement à ce que l'on prétend, les armées de milices ou professionnelles ont toutes commis des atrocités et une armée populaire n'a jamais plus qu'une autre fait avancer ou protégé la démocratie. Pire, sans la conscription et les levées de masse, les guerres mondiales n'auraient pas été possibles. Les soldats sont faits pour obéir et ceux qui contestent sont sévèrement punis. La notion de refus d'un ordre injuste n'est que récemment entrée dans l'ordre juridique. A l'inverse, les pays qui n'ont pas d'armée sont tous démocratiques.
- On entend parfois dire que l'armée forme à la discipline. Une discipline trop sévère mène souvent au relâchement... On entend aussi parler de camps de boisson et de vulgarité de corps de garde. Une société qui doit s'appuyer sur l'armée pour ses apprentissages sociaux a besoin de changement, pas de discipline.
- L'armée crée des emplois. Mais les coûts qu'elle génère pour l'assurance perte de gain sont plus élevés que ce que rapportent ces emplois. Par ailleurs, ces emplois ont une faible valeur éthique et on a besoin de ces ressources humaines pour l'éducation

à la paix et à la gestion des conflits, pour les énergies renouvelables, la protection de l'environnement et les nouvelles technologies.

Arguments liés au service civil

- Le service civil apporte un million de journées de travail dans des secteurs où il est difficile de trouver de la main d'œuvre. Les gens qui sont prêts à servir volontairement la société sont en fait très nombreux. Le maintien et surtout l'ouverture à toutes et tous du service civil est donc des plus utiles.
- Un service civil volontaire existe déjà en France et en Belgique. Un projet à l'étude pour Genève: www.service-citoyen.ch.

Arguments généraux

- La guerre est interdite depuis l'adoption de la charte de l'ONU en 1945. Pour en finir avec elle, il est temps de remplacer une logique de peur, d'armement et de systèmes militaires, d'investir enfin pour la paix. Apprendre à faire la guerre ne va pas dans le bon sens, surtout s'il s'agit d'apprendre la guerre à une large part de la population. Il faut enseigner et pratiquer la paix, la gestion pacifique des conflits.
- Les moyens de la paix existent. Les causes et les mécanismes de la violence et des conflits armés sont connus. Les méthodes de prévention et de gestion des conflits sont au point. Mais la volonté populaire,

les moyens politiques et économiques manquent encore, en particulier pour faire cesser la culture de la guerre, les ventes d'armes et pour transférer des ressources humaines et économiques vers la construction de la paix. La militarisation de la jeunesse freine ce processus.

- Les révolutions non-violentes montrent que l'armée n'est pas la solution pour les besoins des peuples. Au contraire, elle peut gravement leur nuire. L'armée apparaît parfois comme un «sauveur», mais cela masque les compromissions avec les dictateurs, les ventes d'armes et trop souvent un profond mépris pour les besoins essentiels de l'humanité et de ses membres.
- L'armée est impliquée dans presque tous les crimes contre l'humanité récemment dénoncés. Apprendre le respect de l'humanité, de son patrimoine et de la personne ne passe pas par le fait d'ériger l'autre en «ennemi» ou par la volonté d'apprendre à le tuer. L'avenir passe par une compréhension généreuse des besoins de tout un chacun et par le choix de la solidarité nécessaire à la construction d'un avenir heureux et durable pour toute l'humanité, pour la planète, pour chaque individu.
- Le système militaire est discriminatoire. Il maintient un esprit de caste, d'obéissance et de hiérarchie là où l'on devrait apprendre le partage et la coopération. Il est discriminatoire envers les femmes qui se voient refuser la participation aux choix et à la gestion des questions de sécurité et il est discriminatoire envers les hommes qui doivent subir les contraintes et l'endocinement militaires.
- Les armées ont un bilan écologique totalement négatif. Produits radioactifs, bactériologiques et chimiques ou simplement toxiques, immense consommation de carburants, accaparement et détériorations de sites en temps de paix déjà. Leur esprit de destruction et les méthodes qu'elles emploient sont incompatibles avec une relation harmonieuse à la nature. Là aussi, il faut apprendre le respect d'autrui et de la chose vivante, renoncer à l'inévitabilité de la guerre.



Christophe Barbey

Quelques bons trucs pour les campagnes à venir:

Revue des quelques arguments rencontrés lors des récoltes contre la conscription...

«**Moi, je l'ai fait, ils n'ont qu'à le faire aussi**». Argument avancé le plus souvent par de plus ou moins vieux ronchons qui s'ignorent... Le mieux, c'est encore de le leur dire gentiment: «Monsieur, ce n'est pas très élégant de vouloir imposer à d'autres ce dont vous avez-vous-même souffert!» Oser l'alternative!

«**Cela leur fait du bien**» et «**au moins là ils apprennent la discipline**». Arguments souvent avancé par des femmes qui ne savent pas vraiment le bien ou le mal que cela (nous) fait (à nous les hommes) de servir à l'armée. Elles n'ont pas essayé. Plusieurs réponses possibles: «La vraie discipline c'est d'apprendre et de partager le bonheur et la joie de vivre, pas d'apprendre à obéir et à tuer». Un autre «S'il faut une armée pour apprendre à se laver ou à faire son lit, alors l'éducation est tombée bien bas». «La vraie discipline, c'est d'apprendre à vivre en harmonie, pas d'apprendre la guerre et l'obéissance».

«**Y aura-t-il assez de volontaires pour l'armée?**». Là il y a un choix tactique à faire : veut-on entrer dans le débat militaire que sous-entend la question ou adopte-t-on une attitude GSsA qui est de dire «De toute façon, nous ne voulons pas d'armée, c'est leur problème!» Personnellement, je me sens mieux dans la franchise (et cela fait de la pub pour le GSsA), mais il est parfois utile de demander: «De quoi auriez-vous peur qui puisse justifier l'existence d'une armée, ses coûts, ses dégâts?». Entrer dans ce débat, c'est en prendre le temps, parfois aux dépens de la récolte d'autres signatures.

«**Vous favorisez l'armée de métier**». Nous avons déjà beaucoup parlé de cet argument. La réponse la plus directe est de dire: «Croyez-vous qu'il soit possible de faire voler des avions de guerre sans techniciens hautement qualifiés? L'armée professionnelle existe déjà, ils ne sont pas tous à plein temps, mais le rapport sur l'armée 2010 révèle qu'ils ont 40'000

spécialistes. Le GSsA reste le GSsA, ce que nous voulons par cette initiative ce n'est pas définir l'armée, c'est de ne plus forcer qui que ce soit à apprendre à faire la guerre et en particulier une large part d'une jeunesse encore influençable». On peut encore ajouter: «Le fond de commerce de l'armée, c'est chaque jeune ou chaque personne qu'elle arrive à convaincre de son utilité».

Quelques arguments pour des personnes particulières:

- Pour des parents: «Voulez-vous vraiment apprendre la violence et la guerre à vos enfants et aux générations futures?». «Devons-nous prendre le risque de guerres aussi atroces que celles qu'ont connu nos parents et grands-parents, lesquelles n'ont été possibles qu'en raison de la conscription?».
- A des femmes (en particulier si elles vous disent que cela leur fait des vacances lorsque Monsieur fait ses cours de répétition): «La paix conjugale, croyez-vous que ce soit à l'armée que les hommes l'apprennent?».
- A de jeunes hommes (ou de façon générale): «Voulez-vous supprimer le service militaire?» Et ne pas dire le service militaire «obligatoire». On peut expliquer en

suite. Il est honnête d'ajouter que, si cela passe, cela prendra encore quelques temps.

- A toute personne portant un habit militaire (le plus souvent du treillis ou du kaki, parfois un sac ou des chaussures militaires): «La personne avec les habits pacifistes – là-bas! – veut-elle supprimer le service militaire?»
- Quelques formules jetées au gré des inspirations ...
- Fukushima, c'est aussi l'armée : Supprimer le service militaire! (Et ensuite expliquez que le nucléaire civil et militaire sont indissociables).
- L'armée coûte cher, et ce n'est même pas pour apprendre à vivre.
- Désarmement total, rien de moins ne sauvera la planète.
- Apprendre à vivre et à bien-vivre ensemble, cela ne se fait pas à l'armée.
- Si l'armée enseignait l'amour, cela se saurait!
- L'amour de l'armée, c'est la haine de l'amour!

Christophe Barbey



Surtitre:

Tous les chemins mènent à l'abolition

Gouffre à milliards, puits de violences au milieu de la nation, sources de lâches compromissions sur les ventes d'armes, les mercenaires ou la neutralité, de vaines réformes en tristes voltefaces, objet depuis vingt ans de sempiternels et stériles débats, maintenant au mépris des droits populaires ... l'armée pour le bien et le progrès du pays et de ses habitant/es ne peut être que supprimée, pas renforcée.

Le GSsA a toujours soutenu une radicalité de sa démarche.

Face à ce qu'il convient peut-être d'appeler des «dictatures militaires démocratiques» – les États-Unis, Israël et maintenant? La Suisse? – ; pour rappeler un idéal de paix qui n'est que légitime et qui ne se construit pas par le surarmement, pour construire la paix au quotidien et s'indigner chaque fois qu'on la méprise dans les intentions comme dans les investissements (qu'ils soient éthiques ou économiques), cette radicalité nous permet aujourd'hui de dire NON.

L'humanité, la Charte de l'ONU et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclament un idéal de paix qui ne relève que du bon sens, si ce n'est de l'amour.

L'UDC et la droite qui lui est inféodée voient les choses tout autrement. Peur de l'Europe, volonté de protéger une Suisse hyper-riche (pour certains), mythe d'une patrie et d'un petit peuple qui ne se reconnaît plus que dans le rejet de l'autre ou fierté machiste pour une soldatesque dite patriotique, mais qui est de plus en plus robotique...

Le GSsA n'a-t-il pas raison de dire que la paix se construit par la paix et non par la guerre?

Le GSsA peut paraître isolé ; mépris pour notre initiative sur les avions et les droits populaires qu'elle suppose ; refus de toute entrée en matière sur l'abandon de la conscription (pourtant la seule solution face aux pléthores d'effectifs) et une gauche qui selon les sondages et les discours de campagne semble peu à même – cette fois – de reprendre le débat sur la sécurité au profit de la personne humaine ou d'enrayer un enlèvement nauséabond du sentiment national ... alors même que la Suisse a, ou aurait tant à offrir en faveur de la paix et de l'humanité.

Mais c'est à nous, membres et amis de la paix qu'il appartient de renverser la tendance. De montrer que la Suisse n'est pas (ou pas que) une île aigrie, isolée et raciste, militarisée au milieu de l'Europe. Le chemin sera certainement encore long, mais des surprises sont possibles.

Ce chemin commence par des signatures contre la conscription et pour éviter ainsi la militarisation de la jeunesse. Il continue par un bulletin de vote pour en finir avec les casques à boulon (les militaires du Parlement), avec une vision militarisée de la Suisse.

Pour un pays de paix? Il y a des exemples.

Pendant ce temps, avec une saine assurance, le Costa-Rica prend ses aises avec sa neutralité non-armée, son absence d'armée.

Une constante jurisprudence s'y établit pour rendre concrète « la nation de la paix ». Elle va de la reconnaissance du droit à la paix en tant que fondement de la constitution et des droits humains à la dénonciation des États-Unis pour avoir été inclut, contre son gré, dans la coalition contre l'Irak. Elle passe par l'interdiction totale de la fabrication et de l'exportation d'armes, par l'interdiction de l'extraction d'uranium en raison du risque concret de le voir passer de la

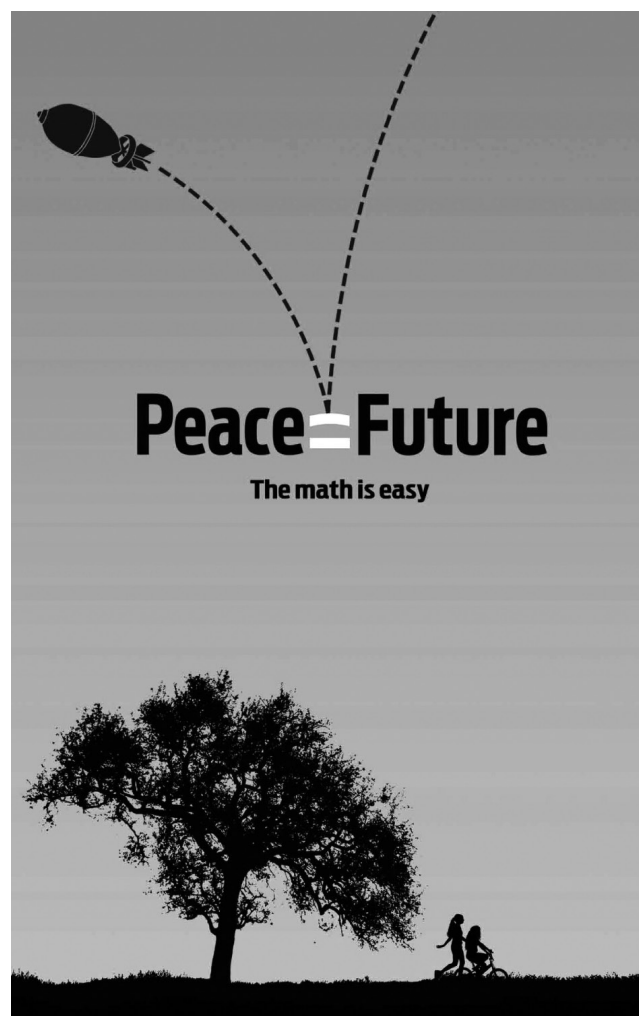
sphère civile à la sphère militaire et plus récemment, par l'interdiction pour la police d'acquiescer toute arme de guerre (des fusils à répétition) sans l'autorisation expresse du parlement. Une autre affaire en cours concerne la possibilité offerte par l'exécutif, aux USA d'intervenir sur le territoire pour des questions de police.

Et tout cela sans parler d'une politique internationale engagée (par exemple en participant activement à la création de la journée mondiale de la paix) et d'un soutien de la société civile mondiale de plus en plus marqué au plus connu des pays sans armée.

Que dire enfin de l'intervention du Costa Rica à la session de l'Assemblée Générale de l'ONU de ce printemps consacrée au blocage – depuis 10 ans – de la Conférence du Désarmement dans laquelle il s'étonne qu'aucun des 26 pays sans armée, pays ayant terminé leur propre désarmement, ne soit membre de la Conférence.

Je me souviens d'un temps pas si lointain où c'est la Suisse qui avait la plus splendide des réputations de paix.

Christophe Barbey



Avions de combat, des milliards en plus pour l'armée:

Une course au réarmement grotesque

Pour sortir l'armée suisse du marasme, la majorité de centre-droite du parlement exige un réarmement beaucoup plus important que ce qui était prévu par le Conseil fédéral dans ses rapports présentés en 2010 sur la politique de sécurité et sur l'armée. Lors de la dernière session avant les élections fédérales du 23 octobre, le parlement a demandé une armée de 100'000 soldats au lieu des 80'000 proposés par le Conseil fédéral, des dépenses militaires annuelles de 5,1 milliards de francs au lieu des 4 milliards actuels et l'avancement à 2012 de la décision sur l'achat des nouveaux avions de combat, achat que le Conseil fédéral avait décidé de repousser jusqu'à 2015.

Après des années d'impasse et avec Ueli Maurer à la tête du Département de la défense, l'UDC semble sur le point d'obtenir par la voie parlementaire ce qu'elle n'avait pas réussi à obtenir du Conseil fédéral à l'issue des rapports, longs et laborieux, sur la politique de sécurité et sur l'armée. Ces rapports devaient sortir l'armée de la crise sans précédents dans laquelle elle s'enfonce, réforme après réforme, depuis la fin de la guerre froide. Ces dix dernières années, les vues opposées entre les national-conservateurs favorables à l'armée traditionnelle de défense du territoire national et les modernisateurs favorables à la coopération avec les structures militaires européennes ou de l'OTAN ont conduit à des blocages (parfois sans précédents). Comme les refus considérables du parlement de certains programmes d'armement et de réformes partielles, accompagnés de graves dysfonctionnements dans l'organisation de l'armée (chaos informatique, défaillances dans la logistique, forte et imprévue augmentation des demandes pour effectuer le service civil de remplacement).

Les militaristes à la rescousse

En 2011, les milieux pro-armée sont venus à la rescousse, pour obtenir le retour d'une armée «forte et crédible». Comment expliquer le succès de cette contre-offensive de la droite militariste à quelques semaines des élections fédérales?

À l'issue des débats au Conseil des États en juin, l'UDC avait obtenu une majorité favorable à des effectifs plus nombreux que ceux prévus par le Conseil fédéral en ralliant les cantons périphériques qui craignent une ultérieure perte des retombées économiques liées à la présence de l'armée dans ces régions.

Dans les débats qui ont conduit à cette première victoire d'étape dans la course au réarmement, ces motifs ne figurent pourtant pas au premier plan et encore moins a-t-on entendu des argumentations rationnelles ou des motifs concrets, qui d'ailleurs n'existent pas, pour justifier le réarmement. Au contraire, on a entendu Ueli Maurer affirmer lui-même que «dans le futur prévisible il n'y a pas de menace d'une attaque militaire».

On a par contre pu entendre des déclarations idéologiques et des phrases à effet comme «une Suisse autonome et neutre doit bien prendre en charge les coûts de sa propre sécurité» et «la Suisse a besoin d'une grande armée parce que la neutralité et la sécurité ne s'obtiennent pas à des prix au rabais», ou même «Sécurité signifie, en fin de comptes, bien-être».

La dérive sécuritaire comme réponse à la crise

Il semble évident que les partis de droite, (PLR et PDC) ne veulent pas laisser le thème du sauvetage de l'armée à l'UDC. Pour l'électorat de droite, l'armée fait encore partie de l'image rassurante de la Suisse de jadis. Dans un contexte de crises économiques et financières, où une partie importante de la population est fragilisée par le manque d'emplois, la précarité et le démantèlement social, la droite économique et politique pointe du doigt les boucs émissaires habituels: la vraie menace pour les Suisses ce serait les «autres», les plus faibles, les immigrés qui profitent de nos assurances sociales ou les réfugiés fuyant la guerre et la misère. Avec le renforcement de l'armée, les partis du centre et de droite veulent donner une réponse sécuritaire aux

inquiétudes d'une large partie de la population. L'attachement à une «valeur suisse» comme l'armée, supposée être garante de la sécurité, reste un élément important pour attirer des consensus électoraux.

De nouveaux avions pour sortir l'armée du marasme?

La surenchère militaire exigée par la majorité formée de l'UDC et du centre-droit du Parlement est scandaleuse entre autres parce que la majorité de centre-droit veut faire passer l'achat de nouveaux avions de combat par une augmentation du budget ordinaire de l'armée. Elle empêche ainsi le peuple de se prononcer sur l'achat des nouveaux avions. L'aviation militaire suisse est déjà largement surnuméraire (voir encadré), mais le lobby militaire veut des nouveaux avions alors même que le Parlement vient d'accorder il y a deux ans un crédit de 420 millions pour faire un *lifting* qui permettra aux 33 avions F/A-18 d'être au top niveau pendant encore au moins 15 ans.

La surenchère militaire est également grotesque parce que l'augmentation massive des dépenses militaires ne répond pas à une quelconque augmentation de la menace militaire,



Manifestation contre la plus grande base militaire d'Europe NEAT en Suède, juillet 2011



mais vise uniquement à sortir l'armée du marasme dans lequel elle se trouve depuis qu'il n'y a plus en Europe une menace militaire crédible.

Une coûteuse militarisation à l'intérieur

Les conséquences de cette véritable dérive sécuritaire seront toutefois doublement désastreuses: d'une part, le développement d'une armée «modèle UDC» tournée uniquement à l'intérieur du pays amènera une militarisation de la sécurité intérieure avec les risques inacceptables que cela comporte pour les mouvements sociaux de contestation. D'autre part, l'augmentation des dépenses militaires se fera au détriment des ressources qu'il serait nécessaire d'investir pour véritablement sortir de la crise économique, sociale et environnementale que nous traversons. Les milliards versés pour l'armée manqueront cruellement, par exemple, pour financer la sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables.

Coups dans les transports, la formation, l'aide au développement ...

En plus de la militarisation de la sécurité intérieure, l'armée modèle UDC aura des conséquences inacceptables en raison des coupes budgétaires qui seront nécessaires dans d'autres secteurs. Avec l'achat de nouveaux avions, l'administration fédérale des finances estime qu'il faudra entre 1 et 1,5 milliards de plus à disposition de l'armée dès 2012-13. Le scénario mis en avant prévoit un programme de coupes budgétaires touchant les dépenses non liées suivantes: moins 550 millions dans les transports, moins 440 millions pour l'agriculture, moins 220 millions pour la recherche et la formation, et moins 160 millions dans la coopération au développement

L'opposition est indispensable

Le GSsA et les forces politiques de gauche ne resteront pas inactifs face à cette dérive sécuritaire, insensée et antidémocratique.

Concernant l'armée de masse de 100'000 ou même de 120'000 soldats, l'initiative du

initiative et référendum dépendra de la modalité de financement qui sera retenue par le Conseil fédéral et le parlement une fois qu'un projet d'achat concret aura été arrêté ... par le nouveau parlement.

Tobia Schnebli

Le retrait de l'initiative contre l'achat de nouveaux avions de combat était-il prématuré?

Le GSsA avait lancé en 2008 et déposé en 2009 une initiative pour un moratoire jusqu'à fin 2019 sur l'achat de nouveaux avions de combat. Nous avons retiré l'initiative en 2010, après que le Conseil fédéral a annoncé qu'il renvoyait l'achat de nouveaux avions à 2015. Avec les délais imposés par la procédure de choix et d'achat cela signifiait que les nouveaux avions seraient entrés en service seulement après 2020, soit après notre moratoire.

Au vu des récents développements parlementaires, le GSsA reste persuadé que le retrait était opportun.

En effet, l'initiative aurait été soumise à la votation (probablement cet automne) sans qu'un projet d'achat concret ne soit sur la table et comme son moratoire aurait été sans effet puisque l'achat se ferait au-delà de 2019, le vote de toute façon sans effet, n'aurait pu que se retourner contre nous, le Conseil Fédéral et la droite militariste en profitant pour déplacer le débat sur un plan abstrait: «sans aviation, point d'armée» et pour dénoncer le GSsA et tout soutien à une initiative, à un groupe prônant la suppression de l'armée. Le risque de voir une initiative au contenu pragmatique (l'achat des avions) balayée de la même manière que d'autres initiatives bien plus radicales ou «utopiques» du GSsA était trop grand.

Enfin, il faut préciser que la décision actuelle du parlement est une décision de principe, qui doit encore, après les élections, être confirmée par une décision d'application, qui dans le système actuel des finances fédérales devrait de toute façon être soumise au référendum. Il est vrai que le parlement a prévu de contourner ces garanties, que nous avions déjà vues au moment du retrait, mais quand bien même il le ferait, nous aurons aussi la possibilité de relancer une initiative. C'est un risque que nous avions envisagé, que nous étions prêts à assumer et que nous assumerons si besoin.

Le peuple aura le dernier mot.

T.S.

Qui fait quoi au Parlement:

L'armée à 5,1 milliards et 22 avions : le PDC joue les premiers rôles

Au Conseil National comme au Conseil des États, le réarmement de l'armée a été soutenu en bloc par la droite dure et refusé de la même manière (sans exception) par toute la gauche. Il est néanmoins intéressant de se pencher sur le rôle crucial du PDC dans cette affaire, qui a voté en grande majorité pour une hausse des dépenses de l'armée. Le seul parti de droite, par ailleurs, où on a tout de même vu des positions divergentes s'affronter.

En janvier dernier, le PDC suisse semblait encore affirmer qu'il s'engageait pour une armée de 80'000 soldats avec un budget de 4.4 milliards (budget actuel), chiffres qui leur semblaient amplement suffisants. Au mois d'août, Christophe Darbellay et Doris Leuthard semaient le désordre dans leurs troupes en affirmant qu'il n'était pas question de faire des coupes dans d'autres domaines comme le social ou la formation, alors que les représentants PDC au Conseil des États (Urs Schwaller, Jean-René Fournier) venaient de voter la hausse des dépenses de l'armée, notamment pour l'achat d'avions. Du côté du Conseil national, l'engagement pris en début d'année par Bruno Frick, président de la commission de politique de sécurité du national et pro-militariste avéré, n'a pour finir pas non plus été suivi dans les actes puisque une majorité du groupe PDC a décidé de suivre le «paquet» voté par le Conseil des États par 23 oui, contre 4 non – à notre connaissance tous romands – et 4 abstentions.

Comment en est-on arrivé là? Une première option pour une armée de 5,1 milliards, 100'000 hommes et 22 avions de chasse est prise par la commission de politique de sécurité, emmenée par...Bruno Frick. Puis, sous l'impulsion de Bruno Zuppiger (UDC), plusieurs parlementaires bourgeois se rassemblent derrière l'idée que les 22 jets pour-

raient être inclus dans le budget ordinaire, ce qui éviterait le référendum.

Alors que l'UDC faisait face à ses contradictions sur le dossier de l'armée, toujours hésitante sur les avions de combat (forte dépense pour l'Etat, éventuelle voie pour des missions à l'étranger), l'aile militariste du PDC a étrangement contribué, tout soudain, à lisser des divergences de fond et à mettre tout le monde d'accord. Car l'armée reste un thème fortement électoral et il s'agissait cette fois-ci de devancer la droite nationaliste : taper du poing sur la table et montrer qu'on sait aussi être patriote au centre.

Quelques oppositions et abstentions dans le camp des PDC

Quelques exceptions courageuses sont à noter au sein du PDC: seul romand à s'opposer, le conseiller national Jacques Neyrinck (VD). A Zürich, trois conseillers nationaux (Martin Bäümle, Tiana Angelina Moser, Thomas Weibel) ont également refusé le programme d'armement. Christophe Darbellay s'est contenté, malgré ses discours, de s'abstenir, tout comme Sep Cathomas (GR), Dario Robbiani (TI) et Lucrezia Meier-Schatz (SG).

Du côté de la droite libérale-radical (PLR), on ne se pose plus de questions pour marcher sur les plates-bandes de l'UDC et, sans

grande surprise, on a voté à l'unanimité pour le programme d'armement (Conseil national).

Positionnement face à l'UDC, mais surtout présence du lobby militaire

En dehors du fait que la droite essaie de ratisser sur le terrain du parti agrarien, il existe une autre explication qui a plus de poids: la présence de lobbys militaires puissants au sein du parlement. Bruno Frick, par exemple, est impliqué étroitement dans l'agence «Farner». Cette agence exerce notamment un lobbying pour l'entreprise Dassault, qui souhaite vendre à la Suisse ses avions Rafale. Récemment, on a également appris qu'un autre conseiller de Farner siégerait très probablement dans le «Conseil consultatif de l'armée»¹ chargé de conseiller Ueli Maurer.

La gauche fait bloc contre le projet de réarmement

Dans les deux chambres, l'ensemble de la gauche a sans surprise rejeté la réforme, mais ne disposait pas de moyens aussi efficaces que le lobbying de la droite, ni d'appuis suffisants au centre pour espérer un revirement de situation. Le PS, les Verts et A gauche toute se positionnent déjà pour un deuxième acte d'opposition, sollicitant cette fois le peuple (référendum ou initiative avec moratoire). Sans savoir encore exactement sous quelle forme, le GSA s'associera très certainement à la démarche.

Sur la question des liens entre le parlement et le lobbying de l'armement, les Verts ont par ailleurs sorti un communiqué se presse exigeant une enquête sur l'implication et les agissements de «la communauté de travail pour une armée de milice efficace et assurant la paix» et de l'association «politique de sécurité et science militaire» au sein du «comité consultatif de l'armée» et demandant la dissolution immédiate de ce comité consultatif. Ils réclament également une enquête sur le cas Farner par la sous-commission compétente de la commission de politique de sécurité (CPS) et enfin, ils demandent la suspension du projet d'achat d'avions de combat tant que toute la lumière n'a pas été faite sur



les agissements des officines Farner au sein du comité consultatif.

Au Peuple Suisse d'en prendre acte dans les urnes !

Au final au Parlement, dans une absence totale de vision pour l'armée et malgré des désaccords de fond, on préfère dans le doute voter une hausse des dépenses pour le budget de l'armée. C'est un thème qui réconcilie et qui porte. On ne sait plus très bien qui tire sur qui, ou plutôt quel parti tire ou influence quel autre, mais le résultat est là. Ce sont bien les lobbyistes et les pro-militaristes démocrates-chrétiens qui auront permis de rassembler les voix discordantes à droite pour voter ce scandaleux projet de hausses des dépenses militaires et cela à la barbe (sic) de leur représentante au Gouvernement et dans une totale absence de vision critique et indépendante, de réel débat. Autrement dit, sans les qualités qu'on attendrait normalement de nos élus.

Le PDC et le restant de la droite ont donc pris la responsabilité d'investir dans l'armement sans aucune justification tangible, au lieu de le faire d'autres domaines sensibles. Au final, pas sûr que cette ligne dure soit stratégiquement payante pour les élections. Les restrictions budgétaires importantes qui devront se faire dans d'autres départements seront fortement impopulaires.

Espérons que le peuple suisse ne sera pas dupe et qu'il sanctionnera ces manœuvres scandaleuses !

Gaëtan Morel

1 Ce conseil consultatif est notamment composé «d'associations» proches de l'armée, comme Pro Tell, Pro Militia, la Société suisse des officiers, l'Association pour la politique de sécurité et les sciences de la défense», ou encore la «Communauté de travail pour une armée de milice efficace et garante de la paix». Voir aussi l'article «Copinage au DDPS».

Les votes des Conseillers nationaux PDC sur l'armée de 100'000 hommes à 5,1 milliards et 22 avions de combats :

Oui: Luc Barthassat (GE), Thérèse Meyer (FR), Paul-André Roux (VS) ainsi que les 20 autres conseillers nationaux de toute la Suisse.

Non: Jacques Neiryck (VD), Martin Bäumlé, Tiana Angelina Moser et Thomas Weibel (ZH).

Abstentions: Christophe Darbellay (VS), Sep Cathomas (GR), Dario Robbiani (TI), Lucrezia Meier-Schatz (SG).

Vote final: 108 oui pour 58 non et 4 abstentions.

Le texte qui suit nous a paru digne d'être publié, même si personnellement nous allons un peu plus loin. En effet, nos instincts bien compris nous poussent à la continuité de la vie et de l'humanité, et donc à la paix. Quoi qu'il en soit, sa lecture devrait inciter à renforcer la confiance en la nature humaine et encourager des choix constructeurs d'avenir.

Christophe Barbey

Le manifeste de Seville

(Diffusé par décision de la Conférence générale de l'UNESCO à sa vingt-cinquième session, Paris, France, 16 novembre 1989)

Résumé (préparé par Christophe Barbey):

- Nous n'avons pas hérité la guerre et les armes des animaux.
- La guerre et la violence ne sont pas génétiquement programmées. Les gènes ne peuvent à eux seuls déterminer les comportements.
- L'évolution humaine ne s'est pas faite de façon à privilégier les comportements agressifs.
- Il n'y a pas de contrainte physiologique induisant la violence. Même dans les situations les plus extrêmes, nous filtrons nos comportements selon nos choix, nos modes de socialisations et nos conditionnements.
- La guerre n'est pas instinctive, mais le résultat de choix cognitifs.
- La même espèce qui a inventé la guerre est également capable d'inventer la paix. La responsabilité en incombe à chacun de nous.

Introduction

Croyant qu'il relève de notre responsabilité en tant que chercheurs dans diverses disciplines d'attirer l'attention sur les activités les plus dangereuses et les plus destructrices de notre espèce, à savoir la violence et la guerre, reconnaissant que la science est un produit de la culture qui ne peut avoir un caractère définitif englobant l'ensemble des activités humaines, exprimant notre gratitude pour le soutien que nous avons reçu des autorités de Séville et des représentants espagnols de l'UNESCO, nous, les universitaires sous-signés, originaires du monde entier et appartenant à des disciplines particulièrement



concernées, nous nous sommes réunis et sommes parvenus au manifeste suivant sur la violence. Dans ce manifeste, nous contestons un certain nombre de soi-disant découvertes biologiques qui ont été utilisées par des personnes, y compris dans nos domaines respectifs, pour justifier la violence et la guerre. Parce que l'utilisation de ces «découvertes» a créé un climat de pessimisme dans nos sociétés, nous proclamons que la dénonciation publique et réfléchie de telles manipulations constitue une contribution importante à l'Année internationale de la paix.

Le mauvais usage de faits et théories scientifiques dans le but de légitimer la violence et la guerre, sans être un phénomène nouveau, est étroitement associé à l'avènement de la science moderne. Par exemple, la théorie de l'évolution a ainsi été «utilisée» pour justifier non seulement la guerre, mais aussi le génocide, le colonialisme et l'élimination du plus faible.

Nous exprimons notre point de vue sous la forme de cinq propositions. Nous sommes parfaitement conscients que bien d'autres questions touchant à la violence et la guerre pourraient être également discutées dans le

cadre de nos disciplines, mais nous en restons volontairement à ce que nous considérons une première étape essentielle.

Première proposition

IL EST SCIENTIFIQUEMENT INCORRECT que nous ayons hérité de nos ancêtres les animaux une propension à faire la guerre. Bien que le combat soit un phénomène largement répandu au sein des espèces animales, on ne connaît que quelques cas au sein des espèces vivantes de luttes destructrices intra-espèces entre des groupes organisés. En aucun cas, elles n'impliquent le recours à des outils utilisés comme armes. Le comportement prédateur s'exerçant à l'égard d'autres espèces, comportement normal, ne peut être considéré comme équivalent de la violence intra-espèces. La guerre est un phénomène spécifiquement humain qui ne se rencontre pas chez d'autres animaux.

Le fait que la guerre ait changé de manière aussi radicale au cours des temps prouve bien qu'il s'agit d'un produit de la culture. C'est principalement au travers du langage qui rend possibles la coordination entre les groupes, la transmission de la technologie et l'utilisation des outils que s'établit la filiation biologique de la guerre. La guerre est d'un point de vue biologique possible mais n'a pas un caractère inéluctable comme en témoignent les variations de lieu et de nature qu'elle a subies dans le temps et dans l'espace. Il existe des cultures qui depuis des siècles n'ont pas fait la guerre et d'autres qui à certaines périodes l'ont faite fréquemment puis ont vécu en paix durablement.



Deuxième proposition

IL EST SCIENTIFIQUEMENT INCORRECT de dire que la guerre ou toute autre forme de comportement violent soit génétiquement programmée dans la nature humaine. Si des gènes sont impliqués à tous les niveaux du fonctionnement du système nerveux, ils sont à la base d'un potentiel de développement qui ne se réalise que dans le cadre de l'environnement social et écologique. Si incontestablement les individus sont différemment prédisposés à subir l'empreinte de leur

expérience, leurs personnalités sont néanmoins la résultante de l'interaction entre leur dotation génétique et les conditions de leur éducation. En dehors de quelques rares états pathologiques, les gènes ne conduisent pas à des individus nécessairement prédisposés à la violence. Mais le contraire est également vrai. Si les gènes sont impliqués dans nos comportements, ils ne peuvent à eux seuls les déterminer complètement.



Troisième proposition

IL EST SCIENTIFIQUEMENT INCORRECT de dire qu'au cours de l'évolution humaine une sélection s'est opérée en faveur du comportement agressif par rapport à d'autres types. Dans toutes les espèces bien étudiées, la capacité à coopérer et à accomplir des fonctions sociales adaptées à la structure d'un groupe détermine la position sociale de ses membres. Le phénomène de «dominance» implique des liens sociaux et des filiations ; il ne résulte pas de la seule possession et utilisation d'une force physique supérieure, bien qu'il mette en jeu des comportements agressifs. Lorsque, par la sélection génétique de tels comportements ont été artificiellement créés chez des animaux, on a constaté l'apparition rapide d'individus hyperagressifs; ceci permet de penser que dans les conditions naturelles la pression en faveur de l'agressivité n'avait pas naturellement atteint son niveau maximal. Lorsque de tels animaux hyperagressifs sont présents dans un groupe, soit ils détruisent la structure sociale, soit ils en sont éliminés. La violence n'est inscrite ni dans notre héritage évolutif ni dans nos gènes.

Quatrième proposition

IL EST SCIENTIFIQUEMENT INCORRECT de dire que les hommes ont «un cerveau violent» bien que nous possédions en effet l'appareil neuronal nous permettant d'agir avec violence, il n'est pas activé de manière automatique par des stimuli internes ou externes. Comme chez les primates supérieurs et contrairement aux autres animaux, les fonctions supérieures neuronales filtrent de tels stimuli avant d'y répondre. Nos comportements sont modelés par nos types de condi-

tionnement et nos modes de socialisation. Il n'y a rien dans la physiologie neuronale qui nous contraigne à réagir violemment.

Cinquième proposition

IL EST SCIENTIFIQUEMENT INCORRECT de dire que la guerre est un phénomène instinctif ou répond à un mobile unique. L'émergence de la guerre moderne est le point final d'un parcours qui, débutant avec des facteurs émotionnels, parfois qualifiés d'instincts, a abouti à des facteurs cognitifs. En effet, la guerre moderne met en jeu l'utilisation institutionnalisée d'une part de caractéristiques personnelles telles que l'obéissance aveugle ou l'idéalisme, et d'autre part d'aptitudes sociales telles que le langage ; elle implique enfin des approches rationnelles telles que l'évaluation des coûts, la planification et le traitement de l'information. Les technologies de la guerre moderne ont accentué considérablement le phénomène de la violence, que ce soit au niveau de la formation des combattants ou de la préparation psychologique à la guerre des populations. Du fait de cette amplification, on a tendance à confondre les causes et les conséquences.



Conclusion

Nous proclamons en conclusion que la biologie ne condamne pas l'humanité à la guerre, que l'humanité au contraire peut se libérer d'une vision pessimiste apportée par la biologie et, ayant retrouvé sa confiance, entreprendre, en cette Année internationale de la paix et pour les années à venir, les transformations nécessaires de nos sociétés. Bien que cette mise en œuvre relève principalement de la responsabilité collective, elle doit se fonder aussi sur la conscience d'individus dont l'optimisme comme le pessimisme sont des facteurs essentiels. Tout comme «les guerres commencent dans l'esprit des hommes», la paix également trouve son origine dans nos esprits. La même espèce qui a inventé la guerre est également capable d'inventer la paix. La responsabilité en incombe à chacun de nous.

Petite crise d'espionite:

La police a infiltré ATTAC et le GSsA

Après la taupe payée par Nestlé pour participer aux réunions d'Attac et celle de l'agence de relations publiques Farner (qui conduisait la campagne pour le Non à l'initiative contre les exportations de matériel de guerre) envoyée à une réunion de deux jours du GSsA, une enquête de l'hebdomadaire *Wochenzeitung* a permis de découvrir qu'une nouvelle taupe avait infiltré ces mêmes organisations, cette fois pour le compte de la police.

L'agent infiltré travaillait entre 2005 et 2007 pour le compte de la «Cellule de renseignements» de la police genevoise et collaborait étroitement aussi avec le «Service d'analyses et prévention SAP» de la Confédération. Le SAP s'appelle aujourd'hui Service de renseignements de la Confédération.

La tâche de l'agent, engagé par la police genevoise à l'âge de 19 ans, consistait à participer aux réunions d'Attac et à faire des rapports sur l'organisation et le déroulement de manifestations et actions publiques. En tout, l'agent infiltré affirme avoir reçu «environ» 10'000 francs pour ses services. Sa première mission opérationnelle l'a amené à participer à l'organisation d'une grande manifestation contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève en octobre 2005.

En 2007, il a participé à la préparation d'une action de protestation organisée par le GSsA avec la «Clown Army» au Forum économique de Davos pour protester contre la mobilisation de l'armée à l'occasion de cet événement. Un activiste zurichois se rappelle du jeune romand: «je me suis dit: super, il y a même un participant venu de Genève».

L'infiltration d'organisations démocratiques de base comme Attac et le GSsA alimentent la méfiance et la suspicion et portent gravement préjudice au fonctionnement démocratique et ouvert de la société civile. Plusieurs motions parlementaires ont été déposées Genève et à Berne pour demander des explications sur ces agissements policiers inacceptables.

Note: Si le GSsA peut avoir à mettre sous embargo un communiqué de presse ou l'annonce d'une manifestation, le GSsA est une organisation démocratique et donc transparente. Contrairement à l'armée, nous ne pratiquons pas le secret. (CB)

Tobia Schnebli



Copinage actif:

Le DDPS au service des lobbyistes

Le DDPS (Département de la Défense, de la Protection de la Population et des Sports) a donc un comité consultatif de 17 membres chargé de le guider pour son plan directeur et son avenir. On serait heureux d'en connaître l'exacte composition, mais ce que l'on en sait suffit largement à douter de son impartialité, voire de sa capacité à produire la moindre étude stratégique sérieuse (mais c'est vrai qu'au GSsA nous ne sommes que des farfelus qui n'y connaissons rien). On espérait néanmoins y trouver des académiciens ou des experts, des représentants, par exemple, du centre d'étude de la sécurité à l'EPFZ, du centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) à Genève ou encore

du Geneva Center for Security Policy (GCSP) voire même de la Fondation Swisspeace, institutions qui sont toutes financées pour la Confédération pour apporter des réponses intelligentes et humaines aux éventuels conflits armés (pour un prix dérisoire comparé à ce que touche l'armée). Mais au lieu de cela on y trouve, selon le *Tages-Anzeiger* les représentants de 17 associations proches de l'armée dont les amateurs de flingues de chez Pro Tell, les amateurs d'embrigadement et de neutralité armée de chez Pro Militia, la société des officiers et même des représentants de l'agence de communication Farner (les mêmes qui – article ci-dessus – espionnent si mal!), agence elle-même très liées à divers

«think tank» pro militaires et surtout (excusez du peu!) ... liée là l'entreprise Dassault elle-même, celle qui souhaite tant vendre des avions militaires à la Suisse.

Devant tant d'incurie, de gabegie ou peut-être de corruption ou de collusion, nous ne pouvons souhaiter que trois choses: Qu'Ueli Maurer ne soit pas réélu. A défaut que le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) puisse adhérer à ce comité. Car au point où elle en est, il est probablement plus facile de supprimer l'armée que de tenter une fois encore de la réformer.

Christophe Barbey

Tous unis sur la même planète:

Les étrangers: assimilation ou intégration intellectuelle ?

Pour la journée de la paix ce 21 septembre, M. Ricardo Espinoza, Directeur du Bureau des ONG à l'ONU, a organisé un débat sur la multiculturalité. Plusieurs orateurs se sont succédés à la tribune.

La multiculturalité, ce sont des communautés qui vivent côte à côte. Comme le vote majoritaire, c'est la domination des plus forts et des plus nombreux sur les autres. Des ghettos se forment et conduisent parfois à des affrontements communautaires. Angela Merkel, David Cameron et Nicolas Sarkozy ont constaté que la multiculturalité avait été un échec et souhaitent plus d'intégration. Ils demandent à ce que la langue nationale soit apprise et que les coutumes locales soient respectées. Pour répondre à cette préoccupation d'intégration, deux pistes sont envisagées par les populations locales. Il y a les nostalgiques du passé qui réclament l'assimilation. Les étrangers doivent abandonner leur culture et adopter la culture ambiante pour se conformer à l'identité nationale. Mais

quelle est cette identité? La recherche faite en France n'a rien donné de précis et a plutôt suscité des irritations. Faut-il que les Français redeviennent des Gaulois? En Suisse, il serait vain également de définir la suissitude et de retourner aux Waldstätten. Cette volonté d'assimilation ne mène qu'à l'intolérance envers les personnes de différentes cultures, à la discrimination.

Pour l'intégration, il vaut mieux proposer l'interculturalité. C'est à dire favoriser les échanges culturels, permettre l'enrichissement mutuel par le partage des musiques, des philosophies et des religions, car la religion est aussi un art de vivre. L'interculturalité demande une attention à l'autre, différent, un respect des personnes. Les étrangers ont

des sentiments que nous pouvons reconnaître. Comme toute personne, ils ont des besoins que nous pouvons considérer si nous voulons qu'ils considèrent les nôtres. La paix sociale est à ce prix.

Pour faciliter l'intégration, je propose des cercles d'intégration qui rassembleront des personnes de toutes cultures. Ces personnes exposeront ce qui leur tient à cœur et entendront ce qui est important pour d'autres. Cela permettra un échange, un partage et une interpénétration des cultures.

Michel Monod, formateur en communication pacifique et non violente, membre du Mouvement International de la Réconciliation et du comité de GSsA.

Crise financière:

Le marché nous gonfle ...

Encore une crise financière. Ou c'est plutôt la même qui se prolonge. Les Etats ont fortement soutenus les banques puis les chômeurs et maintenant ils sont endettés. Nous avons fait confiance au marché pour gérer l'économie et nous avons perdu confiance. En qui pouvons-nous avoir encore confiance pour soutenir l'économie réelle? Nous voyons que les marchés pratiquent la spéculation et investissent davantage dans l'économie virtuelle qui gonfle, gonfle et finit par éclater. Elle entraîne dans sa chute l'économie réelle ce qui provoque des faillites, du chômage, de la misère physique et psychique. Nous entendons qu'il faut moraliser le système mais n'est-ce pas le système qui doit être changé? Car ce système n'obéit qu'à une seule loi, l'argent au profit des particuliers et non pas au service de la société. Or l'argent est un bien public qui appartient à la société, car il est émis par l'État. Toute accumulation abusive d'argent doit être considérée comme une rétention de bien public.

En effet, il y a des biens privés comme les habits, la nourriture. Il y a des biens communs comme les coopératives d'habitation et les coopératives agricoles et il y a des biens publics comme les transports, l'électricité, l'eau et l'argent. Quand je vois la gestion incohérente qui est faite de l'argent par la bourse. Je suis inquiet car j'aimerais que l'argent soit au service de la société et non la société au service de l'argent. Je demande à ce que l'État reprenne le contrôle de l'argent qu'il émet. Il pourra le mettre à disposition des entreprises pour des activités utiles à la population même si ces entreprises sont privées. Les entreprises restitueront à l'État les bénéfices réalisés après avoir payé les fournisseurs et les employés. Ainsi l'argent pourra servir à d'autres entreprises et non pas à l'économie virtuelle ou à la spéculation sur les biens essentiels comme le pétrole, le blé ou le logement. Les

banques seront des institutions publiques sous contrôle démocratique local, réparties dans tout le territoire.

Il y a évidemment des précautions à prendre car l'État est un grand gaspilleur d'argent. Il faudra établir la règle d'or qui consiste pour l'État à ne pas dépenser plus qu'il ne dispose de liquidités et à ne pas émettre plus d'argent que la valeur des biens échangés par la société et leur plus-value. Il faudra également que la législation établisse un salaire minimum et un salaire maximum afin d'éviter les gaspillages. Avec le communisme, il y avait trop d'État, puisque l'État était propriétaire et gestionnaire de toute entreprise. Il n'y avait plus de liberté d'entreprise, plus d'initiative privée. Maintenant

on assiste à la faillite des États dominés par les entreprises privées. Il est temps que le politique reprenne ses droits et gère convenablement les fonds publics.

Michel Monod



Nouvelles de la permanence:

A votre service pour vos questions et problèmes concernant le service civil et l'armée

• La Cour Européenne des Droits de l'Homme a enfin et de façon définitive reconnu le droit à l'objection de conscience. Parmi les membres du Conseil de l'Europe, seule l'Azerbaïdjan et la Turquie n'ont pas encore de service civil. Par contre, on est encore loin d'une durée égale pour les civilistes. Rien qu'en Suisse et contrairement à ce que dit la loi, du fait que les militaires finissent rarement leurs jours alors que les civilistes y sont tenus, la durée de leur service est en moyenne du double, et non pas de 1.5.

• L'armée a mis en place la procédure pour les personnes qui souhaitent servir à nouveau, dans l'armée ou au service civil, plutôt que de payer la taxe. La demande est à remettre au commandant d'arrondissement munie d'un certificat médical attestant de la capacité à servir sans danger pour soi ou pour autrui, avec éventuellement des limitations à apporter ce service. La personne concernée est alors convoquée à un nouveau recrutement.

• Dans la série «les coûts cachés de l'armée»: les familles financent l'école de recrue. Pendant l'école de recrue ou sa durée équivalente au service civil, la recrue ou le civiliste dont le patron ne verse pas le 100% de l'APG (et c'est extrêmement rare) touche 59.- par jour, (54.- d'APG et 5.- de solde), soit en moyenne 1280.- par mois. Qui peut vivre avec cela? 5 mois d'école, pour un manque à gagner de 1'000.- moins parfois,

pour chacune des 20'000 recrues environ et c'est près de 100 millions par année que l'armée fait ainsi supporter à la collectivité.

• Dans la série «les coûts cachés de l'armée»: ne croyez pas que faire de la protection civile réduit la taxe. Chaque jour de protection civile diminue certes de 4% la taxe due cette année-là. Mais la taxe est due jusqu'à 30 ans, alors que la protection civile est à faire jusqu'à 42 ans. De plus,

chez nombre d'employeurs, les jours de PC ne sont payés qu'à 80%. Ce que vous perdez pour ces deux raisons sera à long terme toujours plus cher que ce que vous économisez.

Plus de détails ainsi que le rapport 2010 de la permanence sur le site du GSsA (www.gssa.ch), rubrique permanence

Christophe Barbey



Service civil:

Un terrible mensonge

La loi sur le service civil se fonde sur les lois sur l'armée pour déterminer le nombre de jours à faire par chaque civiliste. Le quota est de 1.5 (une fois et demie) la période militaire restante pour les soldats et sous-officiers inférieurs, de 1.1 pour les grades supérieurs.

La pratique est hélas toute autre

Il est de notoriété publique que les militaires finissent rarement la totalité des jours qu'ils ont à faire, le solde leur étant remis. Il n'en va pas de même des civilistes qui sont rigoureusement tenus de faire l'ensemble des jours imposés. Avec pour conséquence que pour chaque jour qu'un soldat finalement ne fera pas, le quotient de 1.5 du civiliste augmente d'autant. Il y a longtemps que nous avons conscience du problème, le rapport sur le service civil et la preuve par l'acte de juin 2010 nous donne enfin des chiffres suffisamment

précis pour faire le calcul : les militaires font au total 71.8 % de leurs jours à faire, soit 186.7 jours au lieu de 260. Pour que le calcul soit complet, il convient aussi de déduire les quelques jours remis à des civilistes (1.3% du total des jours de service civil à faire ne sont pas faits par 4% des civilistes). Le quotient réel est donc de (385 : 186.7) : 2.061.

Dit simplement: Les civilistes font deux fois plus de jours que les militaires!

Références

- Loi sur le service civil, article 8: http://www.admin.ch/ch/f/rs/824_0/a8.html.
- Ordonnance concernant les obligations militaires, article 9: http://www.admin.ch/ch/f/rs/512_21/a9.html
- Rapport «Service civil: les effets de la preuve par l'acte» Conseil Fédéral, 23 juin 2010, annexe 1, p.46. <http://www.zivi.admin.ch/dokumentation/00438/00464/00850/index.html?lang=fr>
- Échange de courriels avec l'organe d'exécution du service civil pour les jours remis à des civilistes. Juillet 2010.
- C. Barbey. Commentaire du rapport sur le service civil. Juillet 2010.



La page des actifs

D'abord un tout grand merci à toutes celles et ceux qui nous ont soutenus ces derniers mois, qui ont donné de leur temps et de leur ressources, qui y ont mis de l'intelligence et du cœur pour récolter des signatures et faire avancer le GSsA. Après une année au secrétariat, si bien des choses restent encore à améliorer, je suis heureux du travail fait.

Notre **assemblée générale** aura lieu le 9 novembre à 19h15 (après la commémoration à 18h de la tuerie du 9 novembre 1932 à Plainpalais, l'armée avait tiré sur une manifestation tuant 13 personnes et faisant 65 blessés) à la Maison des Associations à Genève. Elle sera suivie d'une conférence intitulée «Armée suisse: un réarmement absurde» qui sera introduite par Jo Lang, historien, Conseiller National et membre du comité du GSsA-Suisse. Voir annonce.

Pour adhérer on trouve le formulaire d'adhésion ici: www.gssa.ch/form.html

Le **comité** a lieu, en principe tous les 1^{er} mardis du mois, et nous cherchons de nouveaux membres. Les séances sont publiques. Merci de nous contacter à l'avance pour recevoir l'ordre du jour.

Le **secrétariat** a toujours besoin d'aide (le temps à disposition des secrétaires ne suffit pas à tout faire). Il s'agit le plus souvent de faire des courriers, des envois groupés et des travaux de classement. Nous aimerions numériser notre collection du journal. L'accueil des nouveaux membres reste à perfectionner.

Le **journal** accueille très volontiers vos articles sur nos thèmes de travail. Nous sommes aussi et toujours à la recherche de dessins et de photos pour animer nos pages et nous serions heureux d'avoir quelques correcteurs de plus.

Nous n'avons toujours pas trouvé la personne idoine pour s'occuper de notre **page wikipedia**.

Le **Groupe local du GSsA-Lausanne** désormais fonctionne. Pour tous contacts: Lausanne@gssa.ch. Pour le **Valais et Fribourg**, nous avons un contact, le secrétariat transmettra. Pour toutes **les autres régions**, nous serons heureux d'avoir quelqu'un pour coordonner les efforts en particulier sur Neuchâtel, dans le Jura et le Jura Bernois. Merci de vous annoncer.

Les **dates des récoltes de signatures** sont disponibles au secrétariat.

Notre **permanence pour le service civil et les problèmes militaires** répond à vos courriels à permanence@gssa.ch et à vos appels téléphoniques le mardi de 12 à 14h au 022 344 13 81. En cas d'urgences (9h-20h) : 079 524 35 74. Nous y avons reçu près de 500 demandes en 2010. Son rapport annuel est disponible sur notre site.

Pour nous contacter: gssa@gssa.ch ou 022 320 46 76.

IMPRESSUM

ISSN 1663-5701

Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression: Atar S.A., Genève

Maquette: Solidaridad Graphisme, Genève

Mise en page: J. Sommerhalder

Relecture: C. Barbey, G. Morel, C. Molteni

Tirage: 4'000 exemplaires

Annexes: Dépliant signature

Abonnement: 20.- par an à verser au

CCP 12-11508-2.

Les membres du GSsA sont abonnés d'office.

Articles et lettres: à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151,1211 Genève 8

fax: 022 320 69 48, E-mail: gssa@gssa.ch

Prochain délai de rédaction: 25 novembre 2011

Pour celles et ceux qui souhaitent aussi nous lire en allemand: <http://www.gsoa.ch/gsoa/zeitung/>. Les articles sont parfois échangés.



Où joindre le GSSA

JAB
case postale 151
1211 Genève 8

Talon de commande

Merci de renvoyer avec l'étiquette ci-dessus

Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L		
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> bleu <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL		Fr. 20.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue...»	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom		Fr. 10.-/20.-	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc		Fr. 1.-	
	Véritable couteau suisse «GSSA»			Fr. 3.-	
	Couteau porte-clés «GSSA»			Fr. 25.-	
	Jeu de cartes «Le régime Bush»			Fr. 15.-	
	Livre «Quand on n'a que l'amour, mémoires d'un pasteur», Jean Rouget (2009 - prix facultatif)			Fr. 12.-	
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 22.-	
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 15.-	
	Livre «Service civil – un témoin», association suisse des civilistes, www.civil.ch (2006)			Fr. 20.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 29.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 90 numéro(s) _____			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 90 numéro(s) _____			Fr. 1.-	
	Frais de port				Fr. 3.-
	Somme totale de la facture				

Adresse si autre qu'imprimée plus haut:

- **Permanence Service Civil et problèmes militaires:**
tous les mardis de 12h à 14h
au tél.: 022 344 13 81 (Christophe Barbey)
Email: permanence@gssa.ch
Infos complètes: www.gssa.ch/

- **A Genève:**
Secrétariat romand
c/o GSSA Genève
case postale 151
1211 Genève 8
Adresse:
Maison des Associations
15, rue des Savoises (1^{er} étage)
1205 Genève
Tél.: 022 320 46 76 Fax: 022 320 69 48
E-mail: gssa@gssa.ch
Internet: www.gssa.ch
ccp: 12-11508-2

- **A Lausanne:**
GSSA Vaud
Georges Tafelmacher
22, ch. de la Côte
1009 Pully
Tél.: 021 728 65 71
E-mail: etafdelacote@hispeed.ch

- **A Berne:**
GSoA Bern
Neubrückstr 17f
Case postale 6348
3001 Berne
Tél.: 031 301 82 09 Fax: 031 302 88 78
E-mail: bern@gsoa.ch

- **A Zürich:**
Secrétariat national
GSoA, case postale 103
8031 Zürich
Tél.: 044 273 01 00 Fax: 044 273 02 12
Internet: www.gsoa.ch

A renvoyer au GSSA, case postale 151, 1211 Genève 8